

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 07/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

METROPOLE AMP ISDND ARBOIS

TERRITOIRE PAYS D'AIX
CS 40686
13626 Aix-En-Provence

Références : D-2026-0029
Code AIOT : 0006401122

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/11/2025 dans l'établissement METROPOLE AMP ISDND ARBOIS implanté TERRITOIRE PAYS D'AIX CS 40686 13626 Aix-en-Provence. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- METROPOLE AMP ISDND ARBOIS
- TERRITOIRE PAYS D'AIX CS 40686 13626 Aix-en-Provence
- Code AIOT : 0006401122
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Installation de stockage de déchet non dangereux /casier en exploitation : B4.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Réseau de surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 23/10/2024, article 11	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réseau de surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 23/10/2024, article 11	Sans objet
3	Auto surveillance des lixivats	Arrêté Préfectoral du 23/10/2024, article 12	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant continue activement à poursuivre la surveillance renforcée des eaux souterraines et résurgences.

Les résurgences et puits à l'extérieur du site ont été identifiés.

Néanmoins, des actions d'analyses et de suivi de ces résurgences doivent se poursuivre sur l'année 2026.

Concernant la surveillance des eaux souterraines, l'absence d'eau observée depuis plus de trois ans dans deux piézomètres ne permet plus d'assurer une surveillance représentative des eaux souterraines. Par ailleurs, la dernière étude hydrogéologique du site datant de dix ans, l'Inspection demande à l'exploitant la réalisation, sous 6 mois, d'une nouvelle étude hydrogéologique par un bureau d'études spécialisé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réseau de surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2024, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Prescription contrôlée :

Les dispositions de l'article 10.1.4.2 de l'arrêté préfectoral du 05 décembre 2022, sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes : Le sens d'écoulement de la nappe est globalement: vers le Sud-Ouest, à l'exception d'une composante vers le Sud-Est en bordure Est du site:

- le piézomètre SPO est donc en amont du site, le piézomètre SP8 bis est en aval immédiat de l'ancienne décharge Nord,
- les piézomètres SP3 bis et SP6 bis sont en aval immédiat de l'ancienne décharge Sud et du casier B1,
- les piézomètres SP10/11 se situent en aval Sud-Est du site,
- les piézomètres F2 et F3 se situent au Sud du casier B3 en aval des bassins d'eaux pluviales au Sud du site,
- la source du Figuier se situe en aval Sud du site,
- la source de l'Arbousière se situe en aval Sud-Ouest du site.

Le piézomètre SP5 situé dans la zone du nouveau casier B4 est neutralisé conformément à l'article 4.2.2.2.3.

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur (normes de potabilité, valeurs-seuil de qualité fixées par le SDAGE,...).

Pour information une comparaison des valeurs 'analysées est faite avec les valeurs des limites suivantes :

- Annexes I et II de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2008 consolidé, établissant les critères d'évaluation et les modalités de détermination de l'état des eaux souterraines et des tendances significatives et durables de dégradation de l'état chimique des eaux souterraines
- Annexe II de l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 et applicables aux eaux brutes de toute origine utilisées pour la production d'eau destinée à la consommation humaine.

L'exploitant réalise à une fréquence mensuelle le suivi des eaux souterraines sur tous les piézomètres, source du figuier et sources présentes dans l'environnement de l'installation-ainsi que les ouvrages de collecte des écoulements (cunettes).

La localisation des points de prélèvements figure sur les plans joints en annexe 1 du présent arrêté.

Ces plans sont actualisés à chaque création de nouveaux ouvrages de surveillance.

Les paramètres à analyser sont les suivants :

- p h y s i c o - c h i m i q u e s s u i v a n t s : m é t a u x t o t a u x (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn+Al+Ag), NO₂⁻, NO₃⁻, NH₄⁺, SO₄²⁻, NTK, Cl⁻, PO₄³⁻, K⁺, Ca²⁺, Mg²⁺, MES, AOX ;
- paramètres biologiques : DBO₅, COT, DCO ;
- paramètres bactériologiques: Escherichia coli, bactéries coliformes, entérocoques, salmonelles ;
- autres paramètres : hauteur d'eau, pH, conductivité, Température (°C), potentiel redox.

Les campagnes de prélèvement doivent être réalisées de manière synchrone sur l'ensemble des points de prélèvements.

Les prélèvements et analyses sont réalisés par un laboratoire agréé auprès du ministère chargé de l'environnement: Ce laboratoire est indépendant de l'exploitant.

Le choix des paramètres et la fréquence de prélèvement pourront être réexaminés en fonction

des résultats obtenus et après avis de l'inspection des installations classées.
<p>Constats :</p> <p>Le piézomètre SP5, situé dans la zone du nouveau casier B4, a été rendu inerte le 14/05/2025. L'exploitant a transmis un plan de coupe détaillé réalisé par la société Geotec permettant d'identifier les travaux réalisés pour l'opération d'inertage de cet ouvrage.</p> <p>Concernant la surveillance des eaux souterraines, l'exploitant a présenté les analyses mensuelles des différents piézomètres et sources composant le réseau de surveillance. Les valeurs analysées sont comparées, pour information, aux valeurs limites prescrites dans l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine et l'arrêté ministériel du 17 décembre 2008 établissant les critères d'évaluation et les modalités de détermination de l'état des eaux souterraines et des tendances significatives et durables de dégradation de l'état chimique des eaux souterraines.</p> <p>L'exploitant exploite ces analyses en réalisant un suivi temporel des évolutions des concentrations de différents polluants, notamment : le COT - Conductivité - Chlorures - Nitrates - DCO - Ammonium.</p> <p>On observe, l'absence de résultats pour deux piézomètres qui sont à sec depuis plus de 3 ans.</p> <p>Au regard des résultats, aucune évolution significative des concentrations des paramètres analysés n'est mise en évidence, susceptible de traduire une pollution des eaux souterraines.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'absence d'eau observée depuis plus de trois ans dans deux piézomètres ne permet plus d'assurer une surveillance représentative des eaux souterraines. Par ailleurs, la dernière étude hydrogéologique du site datant de dix ans, l'Inspection demande à l'exploitant la réalisation, sous 6 mois, d'une nouvelle étude hydrogéologique par un bureau d'études spécialisé. Cette étude a pour objectif de confirmer l'inutilité des deux piézomètres à sec, de confirmer le (ou les) sens d'écoulement des eaux souterraines et de conclure sur le besoin d'implantation de nouveaux piézomètres en remplacement des deux à sec et au regard des évolutions de l'exploitation.</p> <p>Le bureau d'études informera des emplacements souhaitables pour des nouveaux forages. L'exploitant proposera des emplacements conformément au guide "Surveillance de la qualité des eaux souterraines" réalisé par le BRGM, l'INERIS et le Ministère en charge de l'écologie de décembre 2022.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réseau de surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2024, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les cinq ans, l'exploitant réalise une analyse de la radioactivité par spectrométrie gamma afin de contrôler le bruit de fond radiologique des radionucléides présents dans les eaux souterraines. Cette analyse est réalisée soit par un laboratoire agréé par l'autorité de sûreté nucléaire, soit par l'institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.</p> <p>Les résultats des analyses des eaux souterraines sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 2.8.2 du présent arrêté. Toute dérive significative des résultats est signalée à l'inspection des installations</p>

classées dans un délai d'un mois.

En cas d'évolution significative de la qualité des eaux souterraines en aval de l'installation, l'exploitant procède au plus tard trois mois après le prélèvement précédent à de nouvelles mesures sur le paramètre en question.

En cas de confirmation du résultat, l'exploitant établit et met en œuvre les mesures nécessaires pour identifier son origine et apporter les actions correctives nécessaires. Ces mesures sont communiquées à l'inspection des installations classées avant leur réalisation.

L'exploitant joint aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une Carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.

En complément du suivi des eaux souterraines, l'exploitant réalise le programme d'investigations complémentaires ci-dessous selon les délais indiqués :

- rechercher sous 2 mois une source en dehors de l'influence de l'ISDND autre que le SPO (ce nouveau point de prélèvement fera aussi l'objet. du suivi visé à l'alinéa ci-dessus) ;
- réaliser un bilan hydrique entrée/sortie pendant un cycle hydrogéologique sur 12 mois. Il s'agit de quantifier la quantité de précipitations tombée sur le site, et de réaliser des mesures de débit en continu sur la source du Figuier (principale source contaminée selon les études et l'exutoire principal supposé de la zone de l'ISDND). À cet effet, l'exploitant réalise sous 3 mois une zone de récupération des égouttures dans le talweg, perpendiculairement à la falaise surplombant la source du Figuier, permettant la mise en place d'un système de suivi pérenne.
- réaliser sous 3 mois un recensement précis sur le terrain des résurgences possibles aux interfaces entre les calcaires et les argiles, celles-ci étant représentatives des eaux souterraines circulant en aval de l'ISDND (vallons de la Bayle et des Collets Rouges), et assurer le suivi du débit et de la conductivité sur ces exutoires pendant plusieurs mois afin de préciser le modèle hydrogéologique de la zone ; Des prélèvements seront à réaliser sur les résurgences (lorsque possible) mises en évidence lors des études de terrain, avec la même batterie analytique que sur les points de prélèvements au droit de l'ISDND.
- réaliser sous 6 mois un suivi des usages sur les puits situés hors site et les sources à proximité de l'ISDND par le biais d'une enquête de terrain. Un diagnostic des puits est à réaliser (profondeur des ouvrages, régularité de la mise en eau, analyse des eaux suivant les mêmes paramètres que pour le suivi des eaux souterraines) ainsi que l'analyse de l'eau de chaque source suivant les mêmes paramètres que pour le suivi des eaux souterraines).

Les délais courent à compter de la notification du présent arrêté.

Constats :

La dernière analyse de la radioactivité (fond radiologique des radionucléides présents dans les eaux souterraines) date de l'année 2021. Une nouvelle analyse du même type est à programmer pour l'année 2026.

L'exploitant joint aux résultats d'analyse des eaux souterraines, des informations sur les niveaux relevés (exprimés en mètres NGF) et la date des prélèvements.

On constate qu'à ce jour l'exploitant n'a pas terminé la carte des courbes isopièzes, avec une localisation des piézomètres.

Concernant le piézomètre SP0, l'exploitant informe qu'après une nouvelle analyse de la situation par le bureau études, cet ouvrage n'est pas impacté par une pollution. L'exploitant souhaite donc le conserver comme point de référence des eaux souterraines.

L'exploitant informe que le bilan hydrique sera fait sur l'année 2026 complète.

Sur le sujet de la réalisation d'une zone de récupération des égouttures dans le talweg, perpendiculairement à la falaise surplombant la source du Figuier, le dossier à présenter au Conservatoire du Littoral afin d'établir la convention d'occupation temporaire des sols pour les travaux à réaliser est en cours de rédaction. La convention devra ensuite être soumise à la signature du conseil métropolitain.

L'exploitant a mandaté un bureau d'études (Envisol) pour faire un recensement précis sur le terrain des résurgences possibles aux interfaces entre les calcaires et les argiles, celles-ci étant représentatives des eaux souterraines circulant en aval de l'ISDND (vallons de la Bayle et des Collets Rouges).

Cette prestation a été réalisée, ainsi que le recensement et l'usage des puits situés hors site.

L'exploitant doit transmettre le rapport du bureau d'études finalisé.

Pour l'année 2026, il reste à faire le suivi analytique des points de prélèvements mis en évidence, et conclure sur les incertitudes liées au potentiel de transfert de la pollution provenant du site vers le milieu naturel.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- Réaliser l'analyse de la radioactivité des eaux souterraines en 2026 ;
- Transmettre, sous 3 mois, la carte de courbes isopièzes avec localisation des piézomètres ;
- Réaliser le bilan hydrique en 2026 ;
- Mettre en place le suivi analytique des résurgences mis en évidence en aval du site, sous 3 mois ;
- Transmettre le rapport final d'Envisol ;
- Réaliser en 2026 la zone de récupération des égouttures dans le talweg, perpendiculairement à la falaise surplombant la source du Figuier.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Auto surveillance des lixivats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2024, article 12

Thème(s) : Risques chroniques, Lixiviats

Prescription contrôlée :

Les dispositions de l'article 10.1.3 de l'arrêté préfectoral du 05 décembre 2022, sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Le volume des lixivats générés fait l'objet d'un relevé mensuel.

Chaque trimestre, un prélèvement et une analyse des paramètres suivants sont effectués:

- Physico-chimiques suivants : métaux, métaux totaux, (Pb + Cu + Cr + Ni + Mn + Cd + Hg + Fe + As + Zn + Sn + Al + Ag), NO₂⁻, NO₃⁻, NH₄⁺, SO₄²⁻, NTK, Cl⁻, PO₄³⁻, K⁺, Ca²⁺, Mg²⁺, MES, AOX, HC totaux, Phosphore total ; indice phénol, CN libres ;
- Paramètres biologiques : DBOS₅, COT, DCO, hauteur d'eau ;
- Autres paramètres : pH, conductivité, Température (°C), potentiel redox.

Les campagnes de prélèvement doivent être réalisées de manière synchrone sur l'ensemble des points de prélèvements.

Le choix des paramètres et la fréquence de prélèvement pourront être réexaminés en fonction des résultats obtenus et après avis de l'inspection des installations classées.

Constats :

Le volume des lixiviats traités fait l'objet d'un relevé mensuel au travers l'automate de l'osmose inverse.

Chaque trimestre, un prélèvement et une analyse des paramètres visés est fait sur les différents bassins exutoires des lixiviats, soit au niveau des bassins BGC1, ancienne décharge et les bassins LB1, LB2 et LB3.

Type de suites proposées : Sans suite